



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-002

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PROJET DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATIONS (PPRI) - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdulkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Monsieur le Préfet de l'Hérault a prescrit l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) sur la Commune de Sète par arrêté N°2007 – 01 – 1926 du 12 septembre 2007.

Par ce même arrêté, il a chargé la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM) de conduire l'élaboration de ce document, qui une fois approuvé constituera une servitude d'utilité publique et devra être annexée au PLU de la commune.

La procédure d'élaboration du PPRI, conformément aux dispositions de l'article R 562-7 du Code de l'Environnement, a atteint la phase de consultation officielle de la commune.

La DDTM nous a demandé, par courrier du 10 janvier 2011, de lui adresser l'avis du Conseil municipal, (*sous forme de délibération*), sur le projet de PPRI ci-annexé, en précisant que notre réponse devra lui parvenir dans un délai de 2 mois à compter de la réception du courrier.

L'article R562-8 du Code de l'Environnement prévoit que les avis recueillis lors de cette phase de consultation seront annexés ou consignés au registre d'enquête. *(Toutes suggestions ou contre-propositions éventuelles au projet présenté, devront être expressément formulées et dûment motivées dans la délibération).*

L'étude détaillée du dossier de projet de PPRI permet d'acquérir une compréhension des phénomènes naturels pris en compte et des objectifs recherchés pour la prévention des risques de submersion marine, ainsi que des mesures réglementaires d'utilisation des sols et de prévention proposées.

La concertation menée avec les services de l'Etat lors de l'élaboration du PPRI a eu pour objectif de concilier au mieux la nécessaire prise en compte des risques avec les enjeux économiques stratégiques.

Ainsi :

- Pour les activités telles que la pêche, la conchyliculture et le nautisme, qui nécessitent la présence de la mer, de l'étang et du canal, la prise en compte de la construction des planchers techniques au niveau du terrain naturel.

- Dans le périmètre du futur Pôle d'Echange Multimodal (PEM), l'autorisation de remblais dès lors qu'il n'y a pas une aggravation de la vulnérabilité des biens et des personnes.

La réalisation future du PEM est en effet reconnue comme d'intérêt régional pour le développement des transports en commun notamment ferroviaires et nécessaire au plan des déplacements multimodaux à l'échelle de l'agglomération. Ce Pôle constitue un atout essentiel pour les activités commerciales et passagers du port régional sétois et de manière générale pour le devenir économique de la ville.

Ce secteur est le dernier lieu d'urbanisation possible de la ville de Sète, dont le territoire est à la fois très attractif et très limité par des contraintes naturelles fortes.

Il s'agit d'un projet global, élaboré en concertation depuis 2007 avec les services de l'Etat, la Région Languedoc Roussillon, le Conseil Général de l'Hérault, Thau Agglomération, la SNCF et RFF, qui intègre la mixité des fonctions urbaines (transport public activités économiques et habitat notamment social). De plus, ce projet structure la desserte urbaine multimodale (routière, ferroviaire et fluviale), depuis les entrées Est et Nord de la commune.

Le périmètre est à l'échelle du projet, il s'étend depuis la gare, au Nord et à l'Est du Bassin du Midi sur un foncier essentiellement public.

Le remblaiement des terrains classés en zone UB1 ET RU1 sera effectué sous maîtrise publique dans le cadre financier des opérations d'aménagement. Une fois réalisé et constaté une révision du PPRI pourra prendre en compte le niveau du terrain pour une évolution du zonage et de son règlement.

L'étude du dossier soumis à consultation a permis toutefois de relever des dispositions dans le projet de zonage et le projet de règlement, qui doivent faire pour la ville de Sète l'objet de modifications, au regard d'enjeux fort de renouvellement urbain et de développement économique.:

1^{ère} modification : Le projet de règlement du PPRI dans la seconde partie : « Clauses réglementaires applicables aux projets nouveaux dans chaque zone » au paragraphe 4 « Zones bleues de précaution BU et BU1 » devrait autoriser pour les constructions en secteur urbain que la surface du 1^{er} plancher, aménagé exclusivement à usage de stationnement, (garage) soit calé au minimum à la cote 1.5 m NGF et non de 2.m NGF comme le propose le règlement, sous réserve de l'application de mesures constructives garantissant l'étanchéité des locaux en cas de crue et le calage de tous les accès au dessus de la cote 2.00 m NGF.

Le calage à 1.5m NGF de la surface des planchers de garage, du fait des conditions énoncées, ne constitue pas une aggravation du risque, mais procure des conditions plus favorables de réalisation technique pour la réhabilitation et le renouvellement des constructions en zone urbaine.

2^{ème} modification : Les cartes de zonage réglementaire, planches 1/2 et 2/2 doivent intégrer dans le secteur de Villeroy les données altimétriques (origine Orthophotoplan 2009) qui lui ont été communiquées par la commune et qui n'ont pu être retranscrites à temps.

3^{ème} modification La carte de zonage réglementaire, planche 1/2 comportent des zones BU1 et RU1 attenantes, localisées au Nord et Est du Bassin du Midi, dans lesquelles sont autorisés les remblais ; elles sont destinées à la réalisation d'un Pôle d'Echange Multimodal.

Or les terrains classés en zone RU et BU au Nord du RD2 en continuité territoriale du périmètre du projet de Pôle d'Echange multimodal doivent, en toute logique d'aménagement de ce territoire, être classés en zone RU1 BU1 afin d'assurer un renouvellement urbain à vocation économique complémentaire d'intérêt communautaire, cohérent avec celui du Pôle d'échange.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le projet de PPRI ci-joint, soumis à la consultation officielle de la collectivité par les services de l'Etat, sous réserve de la prise en compte des modifications suivantes :

1. Autorisation pour les constructions en secteur urbain que la surface du 1^{er} plancher aménagé exclusivement à usage de stationnement (garage) soit calé au minimum à la cote 1.5m NGF, sous réserve de l'application de mesures constructives garantissant l'étanchéité des locaux en cas de crue et le calage de tous les accès au dessus de la cote 2.00 m NGF.
2. Intégration dans le secteur de Villeroy et pour certaines parcelles identifiées des données altimétriques, (origine Orthophotoplan 2009) communiquées par la ville.
3. Classement en zone RU1 et BU1 des terrains classés en RU et BU situés au nord du RD2.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE, NE PREND PAS PART AU VOTE : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-003

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif 2011 qui se présente ainsi :

EN DEPENSES ET EN RECETTES

Section investissement.....	49 535 469,04 €
Section fonctionnement.....	77 644 826,00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	31 633 708.00	Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserve	2 030 000.00
Ch. 20	Immob. Incorporelles	341 935.00	Ch. 13	Subv. Investissement	2 761 438.32
Ch. 204	Sub équipements versées	665 020.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	33 494 001.72
Ch. 21	Immob. Corporelles	1 991 408.50	Ch. 21	Immob. Corporelles	
Ch. 23	Travaux	8 797 467.54	Ch. 23	Immobilisations en cours	4 300 000.00
Ch. 27	Autres immob financières		Ch. 27	Autres immob. Financières	
Ch. 4581	Opérations sous mandats	100 000.00	Ch. 4582	Opérations sous mandats	100 000.00
Opérations d'équipement		5 690 000.00	Ch. 024	Produit des cessions	1 276 940.00
Ch. 040	Opération orde de transfert entre sections	315 930.00	Ch.040	Opération orde de transfert entre sections	1 065 000.00
001	Déficit antérieur reporté		OO2	Report à nouveau	
			021	Prélèvement	4 508 089.00
	TOTAL	49 535 469.04		TOTAL	49 535 469.04

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. O 11	Charges à carac. général	16 054 957.00	Ch. 013	Atténuation de charges	360 000.00
Ch. 012	Charges de personnel	39 846 642.00	Ch. 70	Vente de produits	5 177 640.00
Ch. 014	Atténuation de produits	272 041.00	Ch. 73	Impôts et taxes	54 288 753.00
Ch. 65	Autres charges de gestion courante	12 948 957.00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	16 625 908.00
Ch. 66	Charges financières	2 812 740.00	Ch. 75	Aut. Produits gestion courantes	775 555.00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	136 400.00	Ch. 76	Produits financiers	2 000.00
Ch. 042	Opération orde de transfert entre sections	1 065 000.00	Ch. 77	Produits exceptionnels	99 040.00
OO 2	Déficit antérieur reporté		Ch. 042	Opération orde de transfert	315 930.00
023	Prélèvement	4 508 089.00			
	TOTAL	77 644 826.00		TOTAL	77 644 826.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif 2011 de la Ville.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-004

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DE L'EAU - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif 2011 du budget annexe de l'EAU qui se présente ainsi :

Section investissement : 4 746 750 €

Section exploitation : 1 183 700 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
			Ch. 13	Subventions	64 000,00
Ch. 16	emprunts	2 873 050,00	Ch. 16	emprunts	3 686 100,00
Ch. 20	Immobilitisations Incorporelles	1 25 000,00	Ch. 21	Immobilitisations corporelles	
Ch. 21	Immobilitisations corporelles		Ch. 23	Immobilitisations en cours	
Ch. 23	Immobilitisations en cours	1 400 000,00	Ch. 27	Autres immobilis. financières	185 000,00
Ch. 26	Participations et créances rattach.		Ch. 040	amortissement	197 100,00
Ch. 27	Autres immobilis. financières		Ch. 041	Opérations patrimoniales	185 000,00
Ch. 040	Opérations Ordre Trsft/Sections	163 700,00	Ch. 021	Vir. de section d'exploitation	429 550,00
Ch. 041	Opérations patrimoniales	185 000,00			
	TOTAL	4 746 750,00		TOTAL	4 746 750,00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	8 300,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	154 000,00	Ch. 70	Remboursement des frais de personnel par le fermier	90 000,00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	55 500,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières	339 250,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 75	Autres produits gestion courante -	930 000,00
Ch. 042	Dotations aux amort. provisions	197 100,00	Ch.042	Opérations Ordre Trsft/Sections	163 700,00
Ch. 023	Virem. à section d'investissement	429 550,00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
	TOTAL	1 183 700,00		TOTAL	1 183 700,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif 2011 du budget annexe de l'EAU

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE, ABSTENTION : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-005

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DE LA REGIE DES POMPES FUNEBRES - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif 2011 du budget annexe des POMPES FUNEBRES qui se présente ainsi :

Section investissement : 147 564 €

Section exploitation : 1 143 000 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	41 100,00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	105 464,00
Ch. 20	Im mobilisations incorporelles	9 000,00	Ch. 21	Im mobilisations corporelles	
Ch. 21	Im mobilisations corporelles	46 000,00	Ch. 23	Im mobilisations en cours	
Ch. 23	Im mobilisations en cours	50 000,00	Ch. 27	Autres im mobilis. financières	
Ch. 26	Participations et créances rattac.		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre sections	42 100,00
Ch. 27	Autres im mobilis. financières		Ch. 021	Vir. de section d'exploitation	
Ch. 040	Opérations Ordre Trsft/Sections	1 464,00			
	TOTAL	147 564,00		TOTAL	147 564,00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	366 200,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	635 700,00	Ch. 70	Vente de produits	1 126 536,00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	12 000,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières	75 000,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	7 000,00	Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. 69	Im pôt sur les bénéfices	5 000,00	Ch. 77	Produits exceptionnels	15 000,00
Ch. 042	Dotations aux amort. provisions	42 100,00	Ch. 042	Opérations Ordre Trsft/Sections	1 464,00
Ch. 023	Virem. à section d'investissement				
	TOTAL	1 143 000,00		TOTAL	1 143 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif 2011 du budget annexe des POMPES FUNEBRES.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-006

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif 2011 du budget annexe du CREMATORIUM qui se présente ainsi :

Section investissement : 200 769 €

Section exploitation : 680 000 €

DEPENSES			RECETTES		
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	35 250,00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	144 269,00
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	20 000,00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	45 000,00	Ch. 23	Immobilisations en cours	
Ch. 23	Immobilisations en cours	100 000,00	Ch. 27	Autres immobilis. financières	
Ch. 26	Participations et créances rattac.		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre sections	27 000,00
Ch. 27	Autres immobilis. financières		Ch. 021	Vir. de section d'exploitation	29 500,00
Ch. 040	Opérations Ordre Trsft/Sections	519,00			
	TOTAL	200 769,00		TOTAL	200 769,00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	267 000,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	290 000,00	Ch. 70	Vente de produits	679 481,00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	5 000,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières	55 500,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	6 000,00	Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. 69	Impôt sur les bénéfices		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch. 042	Dotations aux amort. provisions	27 000,00	Ch. 042	Opérations Ordre Trsft/Sections	519,00
Ch. 023	Virem. à section d'investissement	29 500,00			
	TOTAL	680 000,00		TOTAL	680 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif 2011 du budget annexe du CREMATORIUM.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS PAR 38 VOIX POUR, ABSTENTION : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-007

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU PORT DES QUILLES - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif 2011 du budget annexe du port des Quilles qui se présente ainsi :

Section investissement : 61 510 €

Section exploitation : 274 200 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	16 000,00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	21 060,00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles		Ch. 23	Immobilisations en cours	
Ch. 23	Immobilisations en cours	24 450,00	Ch. 27	Autres immobilis. financières	
Ch. 26	Participations et créances rattac.		Ch. 040	opérations d'ordre transfert entre sections	27 000,00
Ch. 27	Autres immobilis. financières		Ch. 021	Vir. de section d'exploitation	34 510,00
Ch. 040	Opérations Ordre Trsft/Sections				
	TOTAL	61 510,00		TOTAL	61 510,00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	77 750,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	119 700,00	Ch. 70	Vente de produits	274 200,00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	1 000,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières	12 440,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	500,00	Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. 69	Impôt sur les bénéfices	1 300,00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch. 042	Dotations aux amort. provisions	27 000,00	Ch. 042	Opérations Ordre Trsft/Sections	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement	34 510,00			
	TOTAL	274 200,00		TOTAL	274 200,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif 2011 du budget annexe du port des Quilles.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 29 VOIX POUR, ABSTENTION : 10.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-008

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget Primitif 2011 du Centre de Formation d'Apprentis.

Ces prévisions rassemblent les crédits nécessaires au fonctionnement de cet établissement.

Les prévisions totales, égales en recettes et dépenses, s'élèvent à :

FONCTIONNEMENT 1.929.768,00 €

INVESTISSEMENT 10.228,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget Primitif 2011 du Centre de Formation d'Apprentis.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 38 VOIX POUR,
ABSTENTION : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-009

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget Primitif 2011 du Centre de Formation Professionnelle.

Ces prévisions rassemblent les crédits nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des activités de Formation Professionnelle, de divers stages de formation du Programme Régional Qualifiant et de l'Atelier Pédagogique Personnalisé.

Les prévisions totales, égales en recettes et dépenses, s'élèvent à :

FONCTIONNEMENT 242.600,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget Primitif 2011 du Centre de Formation Professionnelle.

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 38 VOIX POUR,
ABSTENTION : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-010

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU PARC AQUATECHNIQUE - DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L 2312-1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations du budget du Lotissement du Parc Aquatechnique pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal a seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-011

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE DU PARC AQUATECHNIQUE NORD - DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2011

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L 2312-1 du CGCT, je vais vous présenter les orientations du budget du Parc Aquatechnique Nord pour l'exercice 2011.

Je vous rappelle que le Conseil municipal a seulement à débattre puis à prendre acte du Débat d'Orientation Budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-012

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATIONS "VIA NOSTRA" ET "LE SAINT-HONORE" - DIVERS EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25%

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu les opérations envisagées par l'OPH de SETE :

- " VIA NOSTRA " tendant à l'acquisition en VEFA de 9 logements collectifs, situés 11 et 14 rue de la Savonnerie à Sète,
- « LE SAINT HONORE » tendant à l'acquisition en VEFA de 8 logements collectifs, situés rue Honoré Euzet,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 7 décembre 2010 pour financer l'opération « VIA NOSTRA » par un prêt PLUS CONSTRUCTION BBC et PLUS FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION BBC et PLAI FONCIER d'un montant total de 602.979 €,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 15 décembre 2010 pour financer l'opération « LE SAINT HONORE » par un prêt PLUS CONSTRUCTION et PLUS FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 710.004 €,

Vu les lettres du 22 décembre 2010 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la Ville de Sète pour les 8 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,981 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 8 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer les opérations "VIA NOSTRA " et « LE SAINT HONORE ».

La destination de ces 8 prêts est la suivante :

Pour l'opération « VIA NOSTRA »

Prêt PLUS FONCIER de 122 208 €
Financement "acquisition en VEFA de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 30 552 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION BBC de 370 823 €
Financement "acquisition en VEFA de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 92 705,75 €

Prêt PLAI FONCIER de 25 988 €
Financement "acquisition en VEFA de 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 6 497 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION BBC de 83 960 €
Financement "acquisition en VEFA de 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 20 990 €

Pour l'opération « LE SAINT HONORE »

Prêt PLUS FONCIER de 154 192 €
Financement "acquisition en VEFA de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 38 548 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 473 270 €
Financement "acquisition en VEFA de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 118 317,50 €

Prêt PLAI FONCIER de 20 661 €
Financement "acquisition en VEFA de 2 logements collectifs "
Montant de la garantie : 5 165,25 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 61 881 €

Financement "acquisition en VEFA de 2 logements collectifs "
Montant de la garantie : 15 470,25 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Pour l'opération « VIA NOSTRA »

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 30 552 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION BBC

- Montant du prêt garanti : 92 705,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 6 497 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION BBC

- Montant du prêt garanti : 20 990 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle

- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Pour l'opération « LE SAINT HONORE »

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 38 548 €
- Durée de la période de préfinancement : 10 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 118 317,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 10 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 2,35 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 5 165,25 €
- Durée de la période de préfinancement : 10 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 15 470,25 €
- Durée de la période de préfinancement : 10 mois

- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : 1,55 % = taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0,00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 8 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,75 % au 07/12/2010 pour l'opération « VIA NOSTRA » et de 1,75 % au 15/12/2010 pour l'opération « LE SAINT HONORE ». Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

Pour l'opération « VIA NOSTRA »

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION BBC et PLAI CONSTRUCTION BBC soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

Pour l'opération « LE SAINT HONORE »

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 10 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 10 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 8 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l' élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 8 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer les opérations "VIA NOSTRA Acquisition en VEFA de 9 logements collectifs » et « LE SAINT HONORE Acquisition en VEFA de 8 logements collectifs » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 38 VOIX POUR,
ABSTENTION : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-013

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

URBANISME

Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT MULTISITES CENTRE EST-
OPERATION ILOT HONORE EUZET- ACQUISITION DES LOTS 2,4 ET 5 DE
L'IMMEUBLE CADASTRE AM 161- VENTE A FDI PROMOTION DES PARCELLES
AM 161,162 ET 163

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 novembre 2001, la Ville de Sète a décidé de confier à la Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement du Littoral Sétois (SEMALIS) la réalisation des actions et opérations multi-sites portant notamment sur le site N° 2, ensemble immobilier compris entre les rues de la Peyrade, Honoré Euzet et Maurice Clavel, dénommé ci après «îlot Honoré Euzet».

Une Convention Publique d'Aménagement établie à cet effet, a été signée le 11 décembre 2001 avec la SEMALIS, convention transférée ensuite à la SA ELIT, par délibération du 15 Mai 2006.

En vertu de l'article 2 de la convention publique d'aménagement précité, la SA ELIT a pour mission d'acquérir, par expropriation notamment, les biens immobiliers situés dans le périmètre de la convention.

Par arrêté n° 2009-I-1685 du 7 juillet 2009, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation immobilière des deux sites «îlot Maréchal Juin» et «îlot Honoré

Euzet» et a déclaré cessibles au profit de la Ville de Sète et de la SA ELIT, son aménageur, les immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire pour l'opération.

Parmi ces immeubles figure l'immeuble AM 161, sis 20 rue Honoré Euzet à SETE, propriété de Monsieur et Madame Marcel Claret, dont les lots 2 (et les 99 /1000 des parties communes), 4 (et les 45/1000 des parties communes) et 5 (et les 11/1000 des parties communes) restent à acquérir.

Par ordonnance n°10/02 du 30 mars 2010, le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault a déclaré exproprier immédiatement au profit de la Ville et de la SA ELIT «son aménageur autorité expropriante », les immeubles précités et a envoyé la Ville et la SA ELIT en possession.

Par jugement n°10/21 du 20 octobre 2010, le Juge de l'Expropriation, saisi par la SA ELIT, a fixé à 111 419 € l'indemnité due par la SA ELIT à Monsieur et Madame Marcel CLARET.

Il convient de prendre possession des lots précités n°2(et les 99 /1000 des parties communes), 4 (et les 45/1000 des parties communes) et 5 (et les 11/1000 des parties communes) de l'immeuble cadastré AM 161 en payant l'indemnité fixée par le Juge de l'Expropriation.

Dans ces conditions :

La Ville étant propriétaire indivis de 50 % des biens expropriés (lot n°2(et les 99 /1000 des parties communes – local commercial rez-de-chaussée), lot n°4(et les 45/1000 des parties communes – appartement rez-de-chaussée) et le lot n°5(et les 11/1000 des parties communes – débarras rez-de-chaussée)de l'immeuble cadastré AM 161, sis 20, rue Honoré Euzet à Sète, elle doit céder sa part à la SA ELIT afin de permettre à celle-ci de mener sa mission.

Par ailleurs, pour assurer un paiement global de cette indemnité, par l'aménageur, le Conseil Municipal doit autoriser la SA ELIT à payer en lieu et place de la Ville la quote-part de l'indemnité d'expropriation (50 %) qui est à sa charge.

France Domaines a émis un avis le 31 /07/2009.

Néanmoins :

Considérant que c'est la SA ELIT qui doit réaliser les travaux prévus dans le programme des équipements publics et aménager le terrain en vertu de l'article 2 de la Convention Publique d'Aménagement précitée ;

Considérant que c'est la SA ELIT qui paie la totalité de l'indemnité d'expropriation ;

Considérant que la Ville ne saurait réaliser un bénéfice sur cette opération ;

Considérant que la SA ELIT ne saurait payer deux fois le même bien ;

La Ville s'écartera de l'avis précité de France Domaines et cédera à la SA ELIT sa part des biens expropriés à l'Euro symbolique.

En outre la SA ELIT a aussi pour mission de céder les terrains ou les immeubles bâtis après accord du Maire ou de son délégué (article 14.II de la convention publique d'aménagement multi-sites du 11/12/2001

En vue de la cession des parcelles cadastrées AM 161, 162 et 163, la SA ELIT propose à la collectivité le constructeur immobilier FDI PROMOTION. Cette proposition tient compte du cadre de réalisation de la première tranche de l'opération, dans lequel la société FDI PROMOTION est restée propriétaire d'une partie du foncier de la seconde tranche.

De plus, la proposition financière de FDI PROMOTION au prix de 1.016.600 € TTC rentre dans le cadre du bilan financier de l'opération «Ilot Euzet» et respecte le cahier des charges de cession comprenant notamment l'obligation de réaliser 20 % de la Surface Hors Œuvres Nettes (SHON) en logements locatifs sociaux. La répartition des logements sociaux, conformément à la réglementation

d'attribution du financement de l'aide à la pierre accordée par le Conseil Général de l'Hérault est de 30 % de logements PLAI et de 70 % de logements PLUS.

Un compromis a été signé par la SA ELIT avec la société FDI PROMOTION, qui porte sur les parcelles AM 161, 162 et 163 sises rue Honoré Euzet à SÈTE.

L'aménageur SA ELIT recueille l'accord de la collectivité sur les noms et qualités de l'attributaire ainsi que sur les prix et modalités de paiement conformément aux stipulations de la Convention d'Aménagement (Art 14.II). Pour un accord valablement donné par le Maire ou son délégué, il est requis l'approbation du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE la vente par la Ville à la SA ELIT à l'euro symbolique de la part de propriété de la Ville (50 %) sur le lot n° 2 (et les 99 / 1 000 des parties communes – local commercial rez-de-chaussée), lot n° 4 (et les 45 / 1000 des parties communes – appartement rez-de-chaussée) et le lot n° 5 (et les 11 / 1000 des parties communes – débarras rez-de-chaussée) de l'immeuble cadastré AM 161, sis 20, rue Honoré Euzet à Sète

AUTORISE la SA ELIT à payer à Monsieur et Madame Marcel CLARET la quote-part de l'indemnité d'expropriation fixée par jugement de Monsieur le Juge de l'Expropriation de l'Hérault n° 10/21 du 20 octobre 2010 à la charge de la Ville (50 %), soit une somme de 111.419 € / 2 = 55.709,50 € en vue de la prise de possession par la SA ELIT des lots 2 et les 99 / 1000 des parties communes, 4 et les 45 / 1000 des parties communes et 5 et les 11 / 1000 des parties communes, de l'immeuble cadastré AM 161, sis 20 rue Honoré Euzet à Sète

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes nécessaires à la réalisation de cette vente

AUTORISE la vente des parcelles cadastrées AM 161, 162 et 163, sises 20 rue Honoré Euzet à Sète par la SA ELIT à la société FDI PROMOTION au prix de 1.016.600 € TTC.

AUTORISE la SA ELIT à percevoir l'intégralité du prix de la vente (1.016.600 € TTC) des parcelles cadastrées AM 161, 162 et 163, sises 20 rue Honoré Euzet à Sète à la société FDI PROMOTION.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tout acte ou document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE, ABSTENTION : 9.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-014

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

URBANISME

Objet : MONUMENTS HISTORIQUES - ANCIENS ENTREPOTS DUBONNET (AGROCANET) - ENQUETE PUBLIQUE - APPROBATION DU RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR - DEMANDE DE MODIFICATION DU PERIMETRE DE PROTECTION

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Les anciens Entrepôts DUBONNET revêtent pour la Commune un intérêt patrimonial aux titres de leur architecture, de l'importance de leur conception et du témoignage de l'activité industrielle qu'a connu la Ville au XXe siècle.

Par arrêté préfectoral n°080304 du 10 juillet 2008, les anciens entrepôts DUBONNET à SETE sont inscrits au titre des monuments historiques.

Cette inscription génère une servitude de protection dénommée « périmètre de protection de 500 mètres » conformément au premier alinéa de l'article L 621-30-1 du Code du Patrimoine.

De plus, l'alinéa 3 de ce même article prévoit la possibilité de modifier le périmètre de protection sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France, avec l'accord de la commune intéressée.

L'analyse du contexte de l'immeuble et de son environnement, effectuée par le service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) de l'Hérault, a conduit l'Architecte des Bâtiments de France à proposer une modification du périmètre au Préfet.

Le périmètre modifié est plus restreint, il exclut les emprises de la zone d'activités des Eaux Blanches et l'espace urbanisé à vocation économique au Sud de l'avenue Gilbert Martelli.

A l'intérieur de ce nouveau périmètre, les modalités d'instruction des autorisations d'urbanisme resteront inchangées.

Par courrier du 13 Novembre 2009, le Préfet a sollicité l'accord de la Commune sur le projet de périmètre modifié avant de lancer une enquête publique.

Par délibération du 25 janvier 2010, le Conseil Municipal a approuvé le nouveau périmètre projeté de protection, au titre des monuments historiques, des anciens Entrepôts DUBONNET

L'arrêté préfectoral n° 2010-I-2301 du 21 juillet 2010 a ouvert une enquête préalable et défini les modalités de la modification du périmètre de protection des hangars Dubonnet à Sète.

Celle-ci s'est déroulée du lundi 16 Aout 2010 à 9H au jeudi 16 Septembre 2010 à 17H, soit 32 jours calendaires.

Les permanences du Commissaire Enquêteur se sont déroulées sur 3 jours en Mairie (Vendredi 20 Aout, Lundi 6 septembre, Jeudi 16 Septembre).

La Publicité légale a été assurée selon les dispositions en vigueur.

La Population a été informée par voie d'affichage en 4 emplacements différents (Hôtel de Ville, Mairie Annexe Corniche, Mairie Annexe Ile de Thau, Centre Technique Municipal).

Les avis du public, recueillis lors de l'enquête publique, ont tous été favorables à la création du Périmètre de Protection Modifié.

Le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable, non assorti de réserve ou de recommandation, sur le nouveau périmètre de protection modifié des anciens entrepôts Dubonnet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>APPROUVE</u>	le rapport du commissaire enquêteur déposé après l'enquête publique,
<u>S'ENGAGE</u>	à annexer le nouveau périmètre au document d'urbanisme avec mise à jour du plan de servitude,
<u>AUTORISE</u>	le Maire à demander à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté modifiant le périmètre de protection des anciens entrepôts Dubonnet, soumis à l'enquête publique.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-015

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : AVENUE VICTOR HUGO - ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A MADAME PIERRETTE MASSE - INTEGRATION DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL - OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Madame Pierrette SISINI, épouse MASSE, est propriétaire d'un ensemble immobilier situé à Sète, avenue Victor Hugo, cadastré :

- ✓ section AI n°279 (855m²) en pleine propriété
- ✓ section AI n°196 (435m²) constituée par un entrepôt et un passage couvert situés au sous-sol et par la jouissance d'une cour située derrière l'immeuble
- ✓ section AI n°276, propriétaire pour partie (191m²)
soit un terrain d'assiette lui appartenant à hauteur de 1046 m² (parcelles AI 279 et 276)

Un compromis de vente a été conclu entre Madame MASSE et la Société Groupe BE Conseil dans le but de réaliser un programme de logements (dont 20% de logements locatifs sociaux).

La Commune souhaite faire l'acquisition d'une partie du terrain située dans la zone sud et cadastrée section AI n°279 à hauteur de 174m² afin de désenclaver l'impasse Gaffinel en permettant une continuité piétonne ainsi que le passage des véhicules d'entretien entre cette impasse et le boulevard Victor Hugo au travers du jardin public Victor Hugo.

La constitution de cet espace public créera un nouvel alignement au profit de l'opération immobilière.

Les Services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale de cette parcelle à 71.000€ HT avec une marge d'appréciation fixée à 15%.

Considérant le profit retiré par le vendeur grâce à cette transaction qui permet une augmentation des droits à construire sur la partie restante de son terrain, la vente est consentie à l'euro symbolique.

Cependant, il a été convenu qu'en cas de non finalisation du classement dans le Domaine Public de la parcelle, le bien reviendrait en totalité et sans frais à Madame MASSE.

Ces dispositions figureront dans l'acte à venir

Par ailleurs, la parcelle objet de la cession devant à terme être intégrée au Domaine Public Communal, la procédure d'enquête publique doit être lancée conformément aux dispositions du code de la voirie routière et notamment les articles L 141-3 et suivants et les articles R 141-4 et suivants.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>DECIDE</u>	cette acquisition à l'euro symbolique, les frais inhérents à cette transaction restant à la charge de la Ville,
<u>AUTORISE</u>	le Maire à procéder aux formalités nécessaires au lancement de l'enquête publique,
<u>AUTORISE</u>	le Maire à désigner par arrêté municipal un Commissaire-Enquêteur,
<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l' élu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,
<u>AUTORISE</u>	le Trésorier Municipal à prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget à cet effet sous l'imputation : Nature : 2111 Fonction : 820 Service URBA

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-016

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

SERVICES TECHNIQUES

Objet : MAINTENANCE ET CONTROLE DES PARC RECREATIFS - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES - CONVENTION A PASSER AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SETE

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Une procédure de passation de marché de travaux doit être prochainement lancée pour la maintenance et le contrôle de l'ensemble des parcs récréatifs dont la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) sont respectivement propriétaire et gestionnaire, dans l'objectif d'harmoniser et de maintenir dans un même état de fonctionnalité et de conformité l'ensemble des sites.

Une convention est à passer avec le CCAS ayant pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement de l'article 8 du Code des marchés publics.

La Ville de Sète est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, objet de la présente convention, au sens de l'article 8 II du Code des marchés publics.

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché à passer, soit de sa signature par l'ensemble des parties jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles.

Les prestations seront réglées par acomptes successifs au titulaire du futur marché. La facturation des prestations effectivement réalisées par le titulaire fera apparaître distinctement les sommes dues par chacun des membres.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE la constitution d'un groupement de commandes publiques pour l'opération objet de la convention,

ADOpte cette convention à passer avec le Centre Communal d'Action Sociale,

AUTORISE le Maire ou l'élú délégué à la signer ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-017

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

EAU

Objet : BUDGET ANNEXE DE L'EAU - REHABILITATION DU RESERVOIR D'EAU DU CHATEAU D'EAU - CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CREDITS DE PAIEMENT - DEMANDE DE SUBVENTIONS - FINANCEMENT - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville, compte tenu de son développement démographique et du déficit de stockage en eau potable sur le bas service estimé à 5.000 m3, envisage la réhabilitation de l'ancien réservoir désaffecté du château d'eau.

Ce réservoir existant, d'une capacité approximative de 1.800 m3, permettrait de pallier pour partie le manque de stockage de notre commune et de faciliter les opérations de nettoyage du réservoir de la Carausane.

Le coût global de cette opération est estimé à ce jour à 600.000 € toutes taxes et études comprises.

Il est proposé de créer une opération et une autorisation de programme et de crédits de paiement pour cette opération sur le budget annexe de l'Eau, portant le n°11001

autorisation de programme N° 11001	2011	2012	2013	
REHABILITATION RESERVOIR CHATEAU D'EAU				
Etudes	25.000,00			
Travaux		300.000,00	300.000,00	
MONTANT T.T.C	25.000,00	300 000,00	300.000,00	625.000,00
T.V.A	4.096,99	49.163,88	49.163,88	102.424,75
MONTANT HT	20.903,01	250.836,12	250.836,12	522.575 ,25

Le financement de cette opération sera assuré par le remboursement de la TVA par le fermier, les subventions éventuelles et l'emprunt d'équilibre.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2311-3,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,
Considérant que les dépenses liées à ce programme à réaliser sur deux exercices budgétaires nécessitent la mise en place d'une procédure d'autorisation de programme et de crédits de paiement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE cette opération, l'autorisation de programme et les crédits de paiement qui y sont afférents

SOLLICITE les subventions les plus larges possibles auprès de divers partenaires financiers,

AUTORISE le Trésorier municipal à en faire recette le moment venu,

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet sur le budget annexe de l'Eau.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-018

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

ENVIRONNEMENT

Objet : INSTALLATION CLASSEE - SOCIETE "CAR A BOSSES" - ENQUETE PUBLIQUE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Une enquête publique s'est déroulée du 15 décembre 2010 au 22 janvier 2011 concernant la demande de la SOCIETE CAR A BOSSES dont le siège est situé à Sète,, ZI des eaux Blanches, 16, rue d'Ingril, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage (n°2712 de la nomenclature).

Ce dossier est présenté par la société Car à bosses afin de répondre aux exigences administratives et réglementaires et constitue également une demande d'agrément.

Les activités de l'entreprise comportent celles liées au négoce des véhicules hors d'usage et à leur traitement jusqu'à l'enlèvement vers les filières de destruction et de recyclage.

Le projet correspond notamment aux objectifs de respect de la réglementation et de l'environnement.

L'entreprise est située sur la zone industrielle des Eaux Blanches spécialement créée pour ce type d'activité.

La mise en œuvre du projet garantit le non rejet d'effluents sur les terrains perméables par la maîtrise totale des écoulements. Le projet couvre une superficie de 4000 m2 et est situé avenue des Eaux Blanches, section AD N° 179 et 180. Un hangar de 740 m2 est construit sur le terrain. L'entreprise compte 4 emplois. Le nombre de véhicules traités est de l'ordre de 100 véhicules par mois.

Le site de la société Car à bosses ne serait pas classé comme inondable au Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation en cours d'élaboration.

Compte tenu de la prise en compte de l'impact de cette activité sur l'environnement et notamment de l'absence de rejets dans le milieu naturel, de la présence d'un séparateur d'hydrocarbures, les risques que fait encourir l'entreprise sont tout à fait mineurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET un AVIS FAVORABLE sur le projet soumis à l'enquête publique.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

SPORTS

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-019

Objet : CENTRE SPORTIF DI STEFANO - SALLE SESSA - MUR D'ESCALADE -
ADOPTION D'UN REGLEMENT INTERIEUR

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Serge PAIOLA Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux règles de sécurité du public fréquentant les établissements municipaux et des règles d'hygiène et de salubrité, il est nécessaire de prévoir, par un règlement intérieur, les conditions d'utilisation de la salle SESSA du centre sportif DI STEFANO.

Le présent règlement a pour objet de rappeler, s'agissant notamment de l'utilisation du mur d'escalade, les règles de sécurité, les obligations des usagers à l'égard du responsable du centre et leur devoir de maintenir en l'état l'ensemble des biens et équipements mis à leur disposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le règlement intérieur de la salle SESSA du centre sportif DI STEFANO,

AUTORISE le Maire à le signer.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-020

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRES SOCIAUX- ANIMATION DE LA SALLE D'ATTENTE PMI DE L'ANTENNE MEDICO-SOCIALE DE L'ILE DE THAU - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION PASSEE AVEC LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT POUR L'ANNEE 2011 - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Je vous propose le renouvellement de la convention partenariale avec le Conseil Général de l'Hérault relative à l'animation de la salle d'attente de la PMI (antenne médico-sociale de l'Ile de Thau).

Cette action animée par les Centres Sociaux depuis 2002 est reconduite à compter du 1^{er} Janvier 2011 et ce, pour une durée d'un an.

Une éducatrice de Jeunes Enfants des Centres Sociaux intervient tous les jeudis de 8h30 à 14h pour accueillir le public et animer la salle d'attente de la PMI. Cette activité de soutien à la fonction parentale valorise la place du jeu dans le développement personnel de l'enfant ainsi que dans sa relation avec l'adulte.

Le budget prévisionnel de l'action de 8.445 € correspond au salaire de l'éducatrice et des charges de fonctionnement, le Conseil Général de l'Hérault prenant à sa charge 7.600 €, la Ville de Sète 845€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs et de financement avec le Conseil Général de l'Hérault,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer cette convention ainsi que tous documents s'y rapportant,

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette de cette subvention.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-021

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRE SOCIAL VILLEFRANCHE - AIDE AUX VACANCES ENFANTS -
CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT A PASSER AVEC LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Depuis l'été 2008, une expérimentation d'Aide aux Vacances Enfants (AVE) a été mise en place par la Caisse d'Allocations Familiales.

Cette action, reconduite pour l'été 2011, s'adresse aux enfants de 4 ans à moins de 18 ans et s'applique aux séjours de 6 nuits minimum jusqu'à 13 nuits maximum.

Cette action se concrétise par une aide de la CAF, accordée dans la limite des fonds disponibles, limitée à 14 jours par an. Elle est plafonnée à 45 € par jour et dépend du quotient familial (Qf) de l'allocataire.

Taux de prise en charge par la CAF :

Quotient familial de 0 à 350 €

- 45% du coût du séjour

- 90% du coût du séjour (enfants issus de familles nombreuses, monoparentales ou enfants en situation de handicap)

-

Quotient familial de 351 à 650 €

- 40% du coût du séjour
- 80% du coût du séjour (enfants issus de familles nombreuses, monoparentales ou enfants en situation de handicap)

-

Quotient familial de 651 à 800 €

- 25% du coût du séjour
- 50% du coût du séjour (enfants issus de familles nombreuses, monoparentales ou enfants en situation de handicap)

La CAF s'appuie sur les deux conseillères en Economie Sociale et Familiale des centres sociaux de la Ville de SETE pour le repérage et le suivi des familles concernées, en lien avec les associations locales. Ces professionnelles disposent d'un accès Internet Vacaf-AVE pour une présentation des séjours agréés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs et de financement avec la C.A.F. au titre des Aides aux Vacances Enfants,

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à signer ces conventions ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-022

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRE SOCIAL NICOLAS GABINO - PRESTATION "ANIMATION GLOBALE ET COORDINATION" - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT A PASSER AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Depuis son ouverture en janvier 2006, le centre social Nicolas Gabino bénéficie d'un agrément « animation globale et coordination » délivré par la Caisse d'Allocations Familiales.

A travers cet agrément, la CAF subventionne la mission principale du centre social Nicolas Gabino, équipement de proximité devant répondre aux quatre missions suivantes :

- un équipement de quartier à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la population habitant à proximité (accueil, animation, activités et services à finalité sociale),
- un équipement à vocation familiale et pluri-générationnelle, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux,
- un lieu d'animation de la vie sociale, il prend en compte les demandes, favorise les initiatives des usagers, des habitants ainsi que le développement de la vie associative,
- un lieu d'interventions sociales concertées et novatrices, il contribue au développement du partenariat.

Compte-tenu du renouvellement de cet agrément, la CAF propose la signature d'un contrat de projets d'objectifs et de financement d'une durée de trois ans, du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013.

Conformément à la circulaire de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Ville, à travers cette action s'engage à poursuivre sa politique d'action sociale familiale articulée autour de deux axes :

- Améliorer la vie quotidienne des familles, par une offre adaptée de services et d'équipements,
- Mieux accompagner l'ensemble des familles, en particulier celles confrontées à des difficultés.

La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à verser à la Ville de Sète les prestations de services « animation globale et coordination », sous réserve des engagements et de l'évaluation des actions de la présente convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention d'objectifs et de financement à passer avec la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la prestation « animation globale et coordination » concernant le centre social Nicolas Gabino,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué, à la signer ainsi ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-023

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRE SOCIAL NICOLAS GABINO - PRESTATION "ANIMATION COLLECTIVE FAMILLE" - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT A PASSER AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Depuis son ouverture en janvier 2006, le centre social Nicolas Gabino bénéficie d'un agrément « centre social – animation collective familles » délivré par la Caisse d'Allocations Familiales.

Ce projet vise à mettre en cohérence et en synergie les différentes actions collectives destinées aux familles (enfants et parents) ; les finalités recherchées étant le renforcement des liens sociaux, familiaux, parentaux, le développement de l'autonomie et de la citoyenneté, de solidarités et des initiatives locales.

Compte-tenu du renouvellement de cet agrément, la CAF propose la signature d'un contrat de projets d'objectifs et de financement d'une durée de trois ans, du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013.

Conformément à la circulaire de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Ville, à travers cette action, s'engage à poursuivre sa politique d'action sociale familiale articulée autour de deux axes :

- Améliorer la vie quotidienne des familles, par une offre adaptée de services et d'équipements,
- Mieux accompagner l'ensemble des familles, en particulier celles confrontées à des difficultés.

La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à verser à la Ville de Sète la prestation de service « centre social - animation collective familles », sous réserve des engagements et de l'évaluation des actions de la présente convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention d'objectifs et de financement à passer avec la Caisse d'Allocations Familiales, au titre de la prestation « centre social - animation collective familles », concernant le centre social Nicolas Gabino,

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à la signer ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-024

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

COMMERCE – ARTISANAT

Objet : PLAGES DE SETE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 2011-2015 -
APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION
D'EXPLOITATION POUR LE LOT N°7 - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération du 22 juin 2010, la Commune a décidé de lancer une procédure de délégation de service public pour l'attribution de sous-traités de plage, répartis en 18 lots pour les saisons 2011 à 2015.

Dans le cadre de cette procédure, 28 candidatures pour 89 offres ont été réceptionnées.

La commission de délégation de service public (CDSPL) s'est réunie trois fois :

- commission d'ouverture des plis, le 27 septembre 2010, qui a déclaré recevable l'ensemble des candidatures et a admis la totalité des offres à l'analyse.

- première commission d'analyse des offres le 8 novembre 2010, qui a différé son avis à une commission ultérieure.

- seconde commission, le 16 novembre 2010, qui a remis son avis à Monsieur le Maire.

A la suite, le maire, autorité habilitée à signer les conventions d'exploitation en vertu de l'article L1411-5 du CGCT, a procédé à l'audition des candidats.

Par délibération du 8 janvier dernier, vous avez attribué les lots de plage pour les saisons 2011 à 2015.

Toutefois, suite au désistement, le 29 décembre, du candidat initialement retenu, le Conseil municipal a décidé de différer l'attribution du lot 7.

En conséquence, le conseil municipal a demandé au Maire de formuler une nouvelle proposition pour ce lot.

Au terme du nouvel examen des offres, Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'attribuer le lot n°7 à la SARL Le Dôme qui se positionne, au vu des propositions pour ce lot émises par la commission et des dialogues conduits par Monsieur le Maire, en tête des candidats non encore attributaires d'un lot.

Conformément à l'article L1411-7 du CGCT, chaque conseiller municipal a reçu copies des comptes-rendus des commissions de délégation de service public des 27 septembre, 8 et 16 novembre 2010, le rapport synthétique, annexé à la présente, et la convention d'exploitation du lot 7.

En conséquence, le délégataire pour l'exploitation du lot 7 de 2011 à 2015 est :

LOT	SURFACE (m²)	ACTIVITE	DELEGATAIRE	REDEVANCE	OBSERVATIONS
7	1000	Location de matériel hors engins motorisés + restauration sans animation musicale	SARL Le Dôme	22.500€	

Compte tenu de l'ensemble des éléments qui précèdent, et, notamment ;

- au vu du CGCT, article L1411-1 et suivants,
- au vu de vos délibérations des 22 juin 2010 et 8 janvier 2011,
- au vu du désistement du candidat initialement retenu sur le lot 7, indiqué par courrier du 29 décembre 2010,
- au vu du rapport synthétique de présentation,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le choix du délégataire pour le lot 7, précisé ci-dessus,

APPROUVE la convention d'exploitation annexée à la présente qui sera transmise pour avis à Monsieur le Préfet,

AUTORISE le Maire à signer cette convention et toutes pièces annexes,

DECIDE que la recette sera imputée sur le compte prévu à cet effet :
Service ; DOPB Nature ; 7083 Fonction ; 91

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-025

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

TOURISME

Objet : DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - CONVENTION DE MOYENS PASSEE AVEC L'OFFICE DE TOURISME - AVENANT N°1

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Lors de chaque renouvellement de mandat, une convention de mandat est établie afin de définir la mission de l'Office de Tourisme.

Nous proposons de compléter les missions confiées à l'Office de Tourisme.

Compte tenu de la plage d'ouverture très étendue de l'Office de Tourisme, l'ouverture d'une antenne administrative aura pour objectif de faciliter davantage encore l'accès à l'information destinée à la population locale.

Afin de développer l'activité et les services proposés au Théâtre de la Mer, nous proposons de confier à l'Office de Tourisme l'organisation de la billetterie du Théâtre de la Mer ainsi que la gestion des moyens humains spécifique à la régie de spectacles.

Compte tenu des compétences dont dispose l'Office de Tourisme dans le domaine de l'accueil touristique, nous proposons de lui confier dès 2011 l'organisation de l'information touristique et la tenue d'une boutique dans le port de croisières.

Ces diverses modifications ont été transcrites dans un avenant n°1 à la convention de moyens et la liste du personnel mis à disposition par la Ville a été actualisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE l'avenant n°1 à la convention de moyens passée avec l'Office de Tourisme, Etablissement Public Industriel et Commercial, 60 grand'rue Mario Roustan à Sète,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à le signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE l'Office de Tourisme à entreprendre toutes les démarches nécessaires en vue d'accomplir sa mission et de pourvoir à ses obligations.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-026

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2011

TOURISME

Objet : DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OFFICE DE TOURISME - ATTRIBUTION
D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2011 - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 07 février, à 18h00, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Jean-Claude GROS donne pouvoir à Armand FORMATO, Emile ANFOSSO donne pouvoir à Michel BODART, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Hélène CAPMAS donne pouvoir à Michel GAILHARD, Patrick LAVIT donne pouvoir à Francis HERNANDEZ

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu les articles L133-3 et suivants, R133-5 et suivants du Code du Tourisme,

Vu la convention de moyens établie entre la Ville de Sète et l'Office de Tourisme et son avenant n° 1 adopté par délibération du Conseil municipal le 07 février 2011,

La convention de moyens établie entre la Ville de Sète et l'Office de Tourisme précise la mission de l'Office de Tourisme.

Le budget primitif de l'Office de Tourisme est préparé sur des prévisions fixées par le Comité de Direction.

Lors de l'orientation budgétaire du 8 octobre 2010, les membres du Comité de Direction de l'Office de Tourisme ont fixé les objectifs budgétaires pour l'exercice 2011.

Ces objectifs ont été présentés à l'occasion de la réunion d'arbitrage budgétaire organisée à la mairie le 21 octobre 2010.

Pour l'exercice 2011, le budget primitif prévisionnel de l'Office de Tourisme est évalué à 1 641 846 € dont 1 592 846 € en fonctionnement et 49 000 € en investissement.

Afin d'assurer la continuité de sa mission de service public, le conseil municipal est sollicité pour le vote de la subvention attribuée à l'Office de Tourisme.

Ainsi, l'Office de Tourisme sollicite pour l'exercice 2011 une subvention de 921 783 €.

En comparant les budgets primitifs des deux dernières années, la contribution sollicitée auprès de la Ville de Sète pour l'année 2011 représente 61 % du budget primitif de l'Office de Tourisme.

L'augmentation de la subvention par rapport à l'exercice 2010 s'élève à 9 129 €, elle permettra notamment de confier la mission d'accueil des passagers de croisières à l'Office de Tourisme (7 000 €) et de tenir compte de l'évolution partielle des charges salariales. L'accueil des croisiéristes était auparavant assuré par le club de croisières, il ne s'agit donc que d'un transfert de charges puisque ce club bénéficiait d'une subvention de la commune jusqu'en 2010.

Le reversement de la taxe de séjour estimé à 256 000 € étant obligatoire pour les communes disposant d'un Office de Tourisme sous forme d'Etablissement Public Industriel et Commercial, les montants sont également estimés en recettes et en dépenses (230 000 € reversés à l'Office de Tourisme, 26 000 € de taxe additionnelle destinée au Conseil Général).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE à l'Office de Tourisme de Sète une subvention de fonctionnement d'un montant de 921 783 € pour l'exercice 2011,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 65737 (subvention de fonctionnement)	921 783 €	Fonction : 95	Service : Office de Tourisme
Nature : 73982 (reversement de la taxe de séjour à l'O.T.)	230 000 €	Fonction : 95	Service : Office de Tourisme
Nature : 637 (Versement taxe additionnelle à la taxe de séjour au Conseil Général)	26 000 €	Fonction : 95	Service : Office de Tourisme

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette :

Nature : 6419 (remboursement par l'O.T. du personnel mis à disposition)	283 000 €	Fonction : 95	Service : Office de Tourisme
Nature : 7362 (perception taxe de séjour globale par la commune)	256 000 €	Fonction : 95	Service : Office de Tourisme

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG